

Le spectre de la déflation plane sur le Maroc

Le Centre marocain de conjoncture confirme



Le rythme d'inflation mesuré par l'évolution de l'indice des prix à la consommation s'est réduit à 0,3% sur la période couvrant les dix premiers mois de l'année, contre 2,1% en 2013.

L'affaiblissement de la dynamique interne de l'activité et de la demande, conjugué à une inflation quasi nulle, fait planer le spectre de déflation sur l'économie dans sa globalité, estime le Centre marocain de conjoncture (CMC).

Le Centre marocain de conjoncture confirme. Le spectre de la déflation guette bel et bien le Maroc. La quasi-stagnation des prix à la production et des prix à la consommation au terme des dix premiers mois de l'année en sont les premiers symptômes, selon une récente publication du Centre marocain de conjoncture (CMC). Déjà en avril dernier, et sous le titre «Le Maroc bascule-t-il dans la déflation ?» «Le Matin» s'était interrogé sur la situation en interpellant des économistes. Et pas plus tard que la semaine dernière, nous avions sollicité M'Hammed Tahraoui pour commenter à chaud l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur les dix premiers mois de l'année. Cet expert du CMC nous avait en partie fait part des conclusions contenues dans cette publication

intitulée : «Croissance en baisse et inflation quasi nulle : spectre de déflation ?» et diffusée mercredi dernier.

Ainsi, analyse le CMC, «les prix saisis aussi bien au stade de la production que de la consommation ne semblent être affectés ni par les mesures de décompensation, ni par la hausse du coût salarial unitaire, ni par le réajustement des tarifs d'électricité, ni même par le renchérissement des matières premières importées». Pour le Centre, en dehors de l'hypothèse de gains de productivité, fort improbable au niveau actuel d'utilisation des capa-

ités productives, la quasi-stagnation des prix à la production ne peut s'expliquer dans ces conditions qu'à travers la réduction des marges des entreprises et de leurs capacités d'investissement. Le CMC, présidé par Habib El Malki, estime que cette situation, conjuguée à la contraction de l'activité, s'apparente à une «déflation dont les effets démultiplicateurs se ressentent aussi bien sur les comportements des opérateurs que sur la dynamique productive».

Le CMC table sur une croissance de 2,6% cette année, en repli de 1,8 point par rapport à 2013.

Le Centre rappelle que les résultats de l'enquête de conjoncture auprès des ménages portant sur la perception de la situation économique actuelle et à venir sont, à ce titre, assez révélateurs. L'indice de confiance des ménages calculé sur la base de cette enquête évoque une «dégradation de l'appréciation» que les ménages portent sur la plupart des indicateurs économiques et

sociaux les concernant. Les ménages considèrent ainsi que les indicateurs comme celui du niveau de vie, du chômage ou encore de la situation financière pourraient connaître une «détérioration sensible dans les périodes à venir».

Cette appréciation conditionnera forcément leur comportement en matière d'épargne et de consommation qui, de leur point de vue, connaîtraient des évolutions peu favorables, lit-on dans la note du CMC. Parallèlement aux appréciations que portent les ménages sur la situation conjoncturelle et ses développements attendus, les indicateurs les plus significatifs sur l'activité économique réelle témoignent d'une orientation plutôt déflationniste.

Selon le CMC, l'évolution des prix marque depuis début 2014 un net fléchissement comparativement aux tendances moyennes des dernières années. Le rythme d'inflation mesuré par l'évolution de l'indice des prix à la consommation s'est réduit à 0,3% sur la période couvrant les dix premiers mois de l'année, contre 2,1% en 2013. Variable d'un trimestre à l'autre, la baisse du rythme d'inflation a été particulièrement marquée aux deux premiers trimestres où les prix ont affiché une quasi-stagnation en glissements annuels. «Les projections pour le restant de l'année ne devraient pas s'écarter des tendances actuelles avec une hausse moyenne des prix limitée à 0,4%, en recul de 1,5 point par rapport à 2013», estime le CMC. Rappelons que le Centre table sur une croissance de 2,6% de l'économie en 2014, en repli de 1,8 point par rapport à 2013. «Cette perspective aura des répercussions directes sur les revenus, la demande globale et l'emploi», indique le CMC. L'affaiblissement de la dynamique interne de l'activité et de la demande qui ressort des données portant sur les trois premiers mois de l'année, conjugué à une inflation quasi nulle, fait planer le spectre de déflation sur l'économie dans sa globalité. ■

Youssef Boufous